

Le BULLETIN ne publie que les manuscrits acceptés par les SECTIONS et communiqués par les SECRETAIRES.

### QUESTION!

En ce moment il se produit dans l'opinion publique une réaction favorable à la Commune de Paris.

Il ne pouvait en être autrement. Il est impossible de nier qu'elle avait raison contre l'Assemblée de Versailles.

D'ailleurs, les gens intéressés, n'ayant plus rien à craindre des idées nouvelles et voulant conserver leur réputation d'honnêtes gens, veulent bien reconnaître aujourd'hui que le droit absolu était avec les communiers.

C'est la cause gagnée en principe. Mais cela ne suffit pas.

Il reste à démontrer que les faits même qui leur sont le plus reprochés, sont non seulement excusables, mais encore justifiables par les circonstances et la nécessité où ils se sont produits.

La Commune n'a rien fait; dans ce qu'on lui reproche, qui n'eût été fait par tout homme profondément convaincu de son droit. Et pour peu qu'on soit de bonne foi et qu'on examine les faits impartialement, on en conviendra.

En effet. Un capitaine de navire, attaqué par des forces supérieures, ayant le sentiment de son devoir, sachant que s'il amène son pavillon il se déshonore, fait sauter son vaisseau.

Le commandant d'une citadelle, ne pouvant prolonger une résistance jugée impossible, en fait autant.

Pour preuve qu'ils ont bien mérité de leur pays, tous deux sont portés aux nues; toutes les trompettes de la renommée proclament leur courage et leur héroïsme; on les décore, on les honore s'ils survivent aux désastres qu'ils ont causés.

Pourquoi, si les uns sont de grands hommes que l'on cite comme exemple à la postérité, les membres de la Commune, qui ont fait la même chose, sont-ils des criminels?

Pourquoi M. Thiers qui ordonne, M. Mac Mahon et autres qui exécutent de sang froid la destruction de Paris sont-ils des sauveurs, et les autres, qui s'ensevelissent sous les décombres de leur cité, sont-ils des misérables?

Au lecteur de résoudre la question. Pour nous elle est toute résolue: Les bandits sont ceux de Versailles.

### Les Républicains de la Section A du Kansas aux membres des autres Sections de L'UNION REPUBLICAINE.

Salut, paix, courage et foi dans les promesses.

En vertu de quels principes les journalistes en général, ceux de New-York en particulier, qui se disent et se croient républicains, portent-ils sur les affaires de France pendant à cette heure de si étranges jugements?

En vertu de quels principes s'élèvent-ils contre le mouvement insurrectionnel et communal des villes de France, de Paris, de Lyon, de Marseille, de Narbonne, de Toulouse, de Rouen, etc; contre le mouvement socialiste et insurrectionnel des ouvriers de France, des ateliers de France! contre l'esprit guerrier et insurrectionnel de l'Alsace et de la Lorraine de France, vendues, livrées à l'étranger, à Bismark, à Guillaume!

En vertu de quels principes se font-ils les souteneurs de Thiers, ce Girondin posthume, cet avorton sans génie, ce fourtriquet, comme l'appelait en son temps le vieux maréchal Soult, et se font-ils encore les souteneurs

de l'impure et honteuse Assemblée-cobue de légitimistes arrivés, d'hyacinthes ambuleuses et vivoures, d'impérialistes ignares et grossiers, Assemblée qu'ils se placent contre tout droit et toute raison, à décorer de son vain et suranné drapeau national!

En vertu de quels principes, enfin, calomnieux de la vertu, la vérité, Dieu, partout où ils le rencontrent; encochent-ils le crime, l'erreur, Satan, partout où ils le trouvent? C'est là, nos amis, ce que nous voulons examiner avec eux et avec vous.

Avec eux! A quel bon? Méritent-ils qu'on les presse au sérieux? Faut-il les regarder, les combattre! ou ne vaut-il pas mieux que nous nous éloignons d'eux en silence, pleins de mépris et de pitié profonde pour leur très profonde ignorance?

Mais pour peu que vous considérez ce grand principe de notre foi nouvelle, et que vous vous y confiez, à savoir: "L'homme est en eux comme il est en nous" vous serez convaincus qu'il ne faut les entendre avec patience, les regarder en face et les reprendre avec douceur, priant Dieu qu'il les ramène à lui.

Rien ne nous servirait d'ailleurs et ne leur serait utile d'en agir autrement. Notre croyance, notre loi politique et religieuse nous commande encore de ne décliner aucune guerre, d'où elle vienne, quelque atroce et déloyale qu'elle puisse être. Or, ce qu'ils disent, ce qu'ils impriment, ce qu'ils font contre nous, qu'est-ce autre chose que des actes de guerre?

Puis encore nous devons nous tenir constamment debout au sein du tribunal, toujours ouvert, toujours vivant, toujours actif, de la conscience humaine, prêts à y plaider la cause sacrée des droits et des devoirs de l'homme, contre qui les méconnaît, les outrage toujours.

### I

La thèse des journalistes en général, et de ceux de New-York en particulier, qui se disent et se croient républicains, est à cette heure celle-ci:

Après avoir injustement, sans grandeur, sans profondeur aucune, toujours plongés dans le plus profond et les plus grossières ténèbres, soutenu contre nous l'ignoble politique du Gouvernement provisoire subrepticement devenu simple Gouvernement de Défense nationale, c'est-à-dire rien du tout en fait d'utile, après avoir peché sur tous les tons, en démagogues bourgeois, l'ambouillie et plus ignoble encore guerre à outrance, guerre d'extermination barbare, sans frein, sans mesure, sans moralité, contre les Prussiens en France, obéissant, les malheureux, aux ordres secrets des Thiers, des Jules Favre, des Trochu, des Ducrot coalisés toujours, en tous temps, en tous lieux, aux Bismark, Guillaume, de Bismark, Gladstone, Gortchakoff, etc., etc., contre le mouvement républicain émancipateur de l'homme et bienfaiteur des peuples, ils en sont à identifier, à incarner l'idée républicaine dans la malheureuse Assemblée législative qui fonctionne à Versailles, et dans le malheureux gouvernement provisoire que, sans mission, sans droit, elle a créé dans les personnes héritées, imposées à elle, de Thiers comme chef suprême et unique du pouvoir exécutif, et de Jules Favre, Dufaure, Jules Simon, Ernest Picard, etc., comme ministres et complices de ce chef suprême et unique.

C'est là où ils en sont, ces journalistes en général, et ceux de New-York en particulier, qui se disent et se croient républicains. La République en France est tout entière pour eux réalisée dans cette Assemblée-cobue de Versailles, dans ce ramassis de réactionnaires fétides, connus, toujours les mêmes, tristes élus d'une élection hâtive, confuse; elle l'est encore dans ce pouvoir exécutif recréé de constitution royale, impériale, provisoirement confié par cette Assemblée à Thiers et à ses complices, qu'elle exèbre néanmoins.

Et les agissements de ce gouvernement provisoire et de cette Assemblée-cobue, réactionnaire de Versailles sont, pour eux, les agissements sacrés de la République de France en France.

### II

Dès lors: Quiconque n'obéit pas aux ordres et aux volontés, contradictoires au fond, et du progrès Thiers et du

ment royaliste de Versailles, est, par eux, déclaré mauvais citoyen. Il n'est pas, à leur dire, républicain; quiconque se plaint, se lamenté, désespère, est un ignorant sans patience;

Et quiconque se groupe, proteste, résiste, est un abominable inséparable, un ennemi de notre Société, un perturbateur du repos public et européen, un utopiste, un fou, un émetteur sanguinaire "révivant l'effroyable guerre des barricades," etc., etc.

On est encore, communiste, partageux; on est, rouge, buveur de sang; on est, "socialiste," à leur dire, on n'est pas républicain.

Mais le gouvernement de Thiers, sa politique; mais la domination de l'Assemblée de Versailles, sa "légalité" indéfinissable, incertaine, arrachée, tirailée, masquée, faiblie, ressemblante à celle d'Her, quand l'empire vivait; à celle d'avant hier, quand Louis Philippe Ier régnait; voilà, s'il faut en croire ces messieurs de la presse dite "républicaine," à New-York et ailleurs, voilà ce qui est marqué au coin le plus pur, du plus pur républicanisme.

### III

Passons sur ce vocabulaire d'injures et de calomnies froides, étudiées, apprises, stéréotypées, que ces messieurs adressent journellement à "leurs frères en républicanisme" ouest-ils dire, sans en éprouver le moindre troussaillement, sans sentir la moindre rougeur se peindre sur leurs visages, toujours candides, toujours placides, mais légèrement arrosés.

Arrivons au fond, au sérieux.

### IV

Pourquoi, messieurs nos frères en républicanisme, identifiez-vous, quand nous ne le faisons pas, nous, le gouvernement de Thiers et la législation de l'impure et sottise Assemblée de Versailles, avec l'idée républicaine? Qu'y a-t-il de commun entre ces choses? En quel cette législation et ce gouvernement sont-ils le moins du monde républicains.

Est-il donc nécessaire que vous soyez toujours victimes obéissantes d'un nom et d'une forme vaine de gouvernement en fait de république? Pourquoi toujours prêter la fausse monnaie à l'égal de la bonne! et s'établir dans votre esprit aucune différence entre Marc-Aurèle et son fils!

Nous vous demandons ici en toute simplicité de cœur, et nous vous conjurons d'y répondre de même, en quel donc différend, en essence, le gouvernement qui voudrait fonctionner à son aise entre les mains de Thiers à cette heure, et le gouvernement qui fonctionnerait à son aise entre les mains de Napoléon III, avant la catastrophe de cet homme, à Sédan? C'est absolument et identiquement le même.

Point de faux-fuyant, de phrases creuses et inutiles, de déclamation à côté. Répondez honnêtement, avec sens, esprit et conscience. Nous savons bien, comme vous, que Thiers n'est pas Napoléon III.

### V

Thiers est à l'heure actuelle, le chef unique, l'unique possesseur du pouvoir exécutif de la France. Il tient en ses mains l'épée de la France, son sceptre, sa couronne. Il a son ministre de l'intérieur, son ministre des affaires étrangères, son ministre de l'instruction publique, son ministre du commerce, son ministre de la guerre, son ministre des travaux publics, son ministre des finances, son ministre de la justice; et s'il n'a pas son ministre des cultes, c'est qu'il a cru devoir s'en passer pour l'heure par un calcul des plus machiavéliques. Il donne carte blanche aux prêtres, il excite leur zèle pour les choses d'her et d'avant-her, et les livre en pâture à la guerre civile, il les expose cruellement, en diversion, aux vengeances et aux ignorances des plus souffrants et des plus ignorants d'entre le peuple.

Mais qu'avait donc de plus, qu'avait donc de moins, nous vous le demandons, le chef unique, l'unique possesseur du pouvoir exécutif de la France, avant la catastrophe de Sédan, et qui lors s'appelait non Thiers mais Napoléon III!

### VI

Ah! nous avons l'empire de nos empereurs, nous

avons la royauté constitutionnelle moins le roi constitutionnel, mais nous n'avons pas la République.

Et cet empire fonctionne ! et cette royauté constitutionnelle fonctionne !

Sous un masque, il est vrai, portant au front le mot de République ; mais il fonctionne. Un jour viendra où il pourra marcher à visage découvert.

Il l'espère du moins.

Car, quand trompés par son masque, vous nous criez, vous, nos frères en républicanisme : Restez donc tranquilles ! ne bougez pas ! ne voyez-vous pas qu'il est républicain ! en essayant de le tuer, ne tuez pas votre mère ! Nous, nous vous criions : "Triplets niais ! levez-vous ! Défendez votre mère, s'il en est temps encore. Le loup s'est fait berger !"

VII

Il marche ! il fonctionne !

Pour qui ? Pour quoi ?

Thiers l'a dit. Qui vous a empêché de comprendre ? Dieu veut-il donc vous perdre, qu'il vous plonge ainsi en démesure visible ! Qu'il vous frappe à la fois et d'aveuglement et de surdité ! Écoutez donc Thiers, votre chef, prétendu républicain, du pouvoir exécutif de votre prétendue république de France en France.

Il dit à ses comparses, dans son Discours du trône prononcé par lui, en personne, le lendemain même de son élection (séance du 19 février) ; il dit en termes clairs, francs, énergiques, légèrement provocateurs :

"République !... en vérité, messieurs, je ne sais ce que c'est ! Le savez-vous davantage, vous ? Je ne le sais pas. Vous êtes comme moi, vous n'êtes venus pas de cette république. C'est donc pour nous un simple mot de passe qui nous est imposé par les circonstances malheureuses où nous sommes plongés. Prononcez-le le moins qu'il nous sera possible de le faire entre nous, mais servons-nous en toutefois pour notre service. Ce n'est pas de république qu'il doit s'agir entre nous, vous le savez bien. Les folles de cet homme qui s'appelaient hier l'empereur Napoléon III, nous ont suscité de terribles embarras dans notre gouvernement ordinaire de la France. Elles nous ont placés en face de très grandes difficultés. Une fois de plus, l'Étoile de la Révolution est libre, déchaînée. Elle nous guette, à notre tour, prête à nous dévorer, nous et nos institutions semi-bourgeoises, semi-royales.

"Le spectre rouge, la république, prend tous les jours corps et âme ; il devient de plus en plus réalité. Les ouvriers des villes s'agitent en diables furieux autour de leurs chaudières sociales ; ils veulent d'impossibles réformes dans la constitution actuelle de la France qui nous les livre en serfs de nos industries manufacturières et commerciales. Leur folle contagieuse va se répandre chez leurs compagnons des campagnes, ces autres serfs de notre industrie agricole. Les paysans sont tranquilles encore, il est vrai, mais ils sont inflammables. Une étincelle peut tout perdre.

"Ah ! mes chers amis, la guerre du Prussien, qui nous a coûté et nous coûtera encore tant et de si beaux écus, n'était rien auprès de celle qui nous menace. Allons au-devant d'elle, si vous n'en croyez ; il le faut, c'est de la bonne politique.

Nous aurions bien voulu nous servir plus longtemps des Prussiens au profit de cette politique habile, féconde ; mais nous ne l'avons pas pu. L'Europe murmure, le Prussien murmure, la mèche en France s'éventait. Mais vous étiez là, en expectative, comme une pierre d'attente que nous avions posée tout d'abord.

"Enfin, vous voilà, et les Prussiens retournent à eux. A nous donc l'œuvre tout entière.

"L'esprit des villes est détestable, il faut en triompher ; l'esprit des campagnes est hésitant, il faut le raffermir. Les ouvriers, le peuple, les Barbares, sont au cœur de notre civilisation, il faut les en repousser. Chers amis, il faut que nous en revenions à nos plans d'avant l'Empire, contre la presse, contre la loi électorale, contre les réunions politiques, contre les novateurs, les tribuns populaires, les agitateurs, les idéalistes, les philosophes, les penseurs, les socialistes, les rouges, les ouvriers gangrenés, les paysans soulevés, le peuple, la vile multitude. Nous n'avons plus à craindre d'être frappés en retour, comme je l'ai foutré le fait quelquefois. Napoléon III n'a pas de successeur, d'émule. En 52, nous ne le pensions pas si fort en politique. Il nous a lurs prévenus, et il a fait pour lui ce que nous voulions faire pour nous.

"Il est tombé à son tour, Dieu merci. Le Prussien nous en a délivré. Ce sont là des bienfaits dont nous devons remercier la Providence, à coup sûr ; mais dont nous devons nous rendre dignes en ne nous séparant pas, en restant unis, jusqu'au jour du moins, où l'ennemi commun, l'affreuse république, l'impure révolution, repoussée, arrêtée, comprimée, détruite, nous

rendra tout entiers à nous-mêmes.

"Mais ce que je vous dis là, messieurs, c'est entre nous. Il ne faut pas le dire au peuple, *coram populo*, la tribune publique étant garnie de spectateurs frémissants, prêts à devenir acteurs. C'est dangereux, vous l'avez bien vu l'autre jour, quand vous avez refusé d'entendre Garibaldi. Il vous souvient de cet homme du peuple qui vous appela carrément : *Assemblée rurale et de démentement national* !

"Et bien ! oui, vous êtes cette assemblée là, c'est incontestable ; nul de vous ne peut y contredire, ne le veut. Vous avez préféré sagement, prudemment, saccrifier l'Alsace et la Lorraine, et vous tair délinquants du Prussien.

"Ce ne sont pas les villes qui vous ont envoyés, mais les campagnes, victimes ou craignant la guerre mal conduite, mal faite. Ces campagnes vous ont nommés, pensaient-elles, pour une œuvre spéciale, temporaire, pour avoir la paix avec la Prusse, qui refusait de traiter avec d'autres gens que vous. Pouvaient-elles penser autre chose ! Pouvaient-elles penser à tout ?

"Les socialistes y ont bien pensé pour elles ; c'est là leur rôle en général, vous le savez. Pauvres sots ! ils ont crié à tue tête que vous ne pouviez pas être constituante, que la paix faite avec la Prusse, vous n'avez plus qu'à vous retirer et faire place à une constituante ! Vous, constituante ! qui, parmi vous, y a jamais songé ! Vous êtes législateurs, c'est assez, bien assez. Vous n'avez pas besoin d'être autre chose. C'est l'éternelle histoire du cheval voulant se venger du cerf et de l'homme. Les passants sont le cheval, le Prussien le cerf, et l'homme c'est vous.

"Vous êtes sur leur dos, à ces bons paysans, servez-vous du frein qu'ils se sont volontairement mis, pour vous y maintenir et livrez-vous à la guerre contre eux ensemble, qui n'ont jamais été les Prussiens !

"Vous, nous, constituants ! Y ont-ils songé ces braves socialistes et ces buveurs de sang, messieurs les rouges ! Est-ce qu'ils nous prennent pour être des leuurs ? Bon Dieu, nous, bénévolement carresser leur chignon ! Faites-le, nos chers ennemis ! amusez-vous, prêchez constitution à faire ! Nous, nous avons la nôtre toute faite, et nous allons tout simplement nous en servir. Nous sommes Législatif, le par l'élection, de par la volonté d'une majorité d'électeurs ; nous allons donc nous en servir à nous-mêmes notre Exécutif, le Judiciaire suivra.

"En Espagne, on précède autrement. L'Espagne est si arriérée. Le lendemain d'une Révolution, on se réunit en Cortès constituants, puis on vote la régence, puis on cherche le roi. Nous l'avons fait nous-mêmes en 48, avec moins de franchise, il est vrai. Nous nous sommes assemblés en Constituante, et nous avons voté un président en attendant un roi. Cela nous a assez mal réussi. Ce président s'est trouvé de race parvenue, de race royale, et il a pu aisément changer lui-même, à l'aide du peuple et de l'armée, son titre de président électif et temporaire en titre d'empereur à vie, héréditaire. Il nous a prévenus, je vous l'ai dit.

"Aujourd'hui, mieux avisés, nous faisons mieux. L'homme du pouvoir exécutif n'est que provisoire ; il tient la place du roi, il l'attend. Ce roi peut venir demain, quand il voudra. Cela dépend de lui et des circonstances. Voilà ce que vous vous dites, messieurs, entre vous, ce que nous nous disons ; mais nous le dire à nous-mêmes ne nous suffit pas. Il faut que nous le disions à tous, ouvertement, et à personne. Que chacun en soit instruit et ne le sache pas en quelque sorte. Il faut le dire à tous, pour rallier à nous, exciter le zèle de ceux qui, pensant comme nous, pourraient s'endormir, se tenir à l'écart, attendre. Nous ne serons jamais assez nombreux, croyez moi, pour les batailles successives que nous avons à livrer à nos puissants ennemis. La victoire est aux gros bataillons, disait Napoléon Ier. Ayons donc les gros bataillons. Et il faut ne pas le dire à tous, en d'autres termes, que nous ne comprenons pas ce que nous leur dirons ; car ce serait donner l'éveil au peuple, forcer les rouges et les socialistes à se masser à leur tour.

"Vous ne comprenez bien. Avez-vous peur de ne pas réussir à de pareils discours ? C'est difficile, je le sais, mais ce n'est pas impossible. Laissez-moi vous montrer la chose.

"Ouvrez les portes au peuple ! sortons de la séance secrète et entrons en séance publique.

"Mais, qu'il fait donc bon de vivre à cette heure, pour nous ! Nous sommes libres de faire tout ce que nous voulons. Avons-nous besoin de nous entendre, de nous expliquer franchement entre nous, de nous concerter, de nous conjurer contre nos ennemis communs, les républicains de tout genres, nous le faisons en fermant les portes de nos assemblées au public ; le

contraire se fait-il sentir à nous, nous les ouvrons toutes grandes avec ostentation et grand fracas ! Rien ne nous manque. Notre règlement nous met à l'abri des criarderies intempestives et dangereuses des orateurs de la gauche. Les soldats sont à nous, à nous les monarques, la police. Le nerf de la guerre, l'argent, est à notre disposition ; l'impôt est à nous ; la bourse nationale nous est ouverte toute grande. Usons-en.

"Président Grévy, pauvre et honnête homme, c'est-à-dire griné ou imbécile en politique, républicain par-dessus le marché, ordonnez donc aux questeurs de laisser entrer le peuple dans ses tribunes. Je veux dire devant lui, messieurs, *coram populo*, tout ce que je viens de vous dire entre nous. Laissez-moi faire ! ne craignez rien ! Je réponds de tout.

(A suivre.)

Au Comité Central Républicain du Havre

Citoyens,

L'Union Républicaine de New-York, sections réunies, considérant :

Que votre appréciation nette et formelle de la Révolution du 18 Mars à Paris, est entièrement conforme aux idées et aux déclarations émanées de l'Union Républicaine de New-York et des autres sections de l'intérieur des Etats Unis ;

Considérant en outre :

Que vous vous préparez, pour les prochaines élections municipales, à soutenir les candidats voulant comme vous l'autonomie de la commune du Havre ;

L'Union Républicaine de New-York, dans sa réunion générale du 14 Mai, a voté à l'unanimité, des félicitations à votre Comité.

HÉROS et VANDALES.

Il est complètement inutile de faire appel au bon sens des hommes lorsqu'en guerre civile ils se sont une fois rangés sous les drapeaux de l'une ou de l'autre faction.

La raison n'a plus de prise sur eux ; la passion seule les guide.

Les candides républicains qui se sont ralliés aux monarchistes de Versailles n'y voient plus clair ; et lorsqu'après l'épouvantable général, ils s'aperçoivent que toutes les accusations qu'on a fait peser sur les municipalistes, leurs anciens collègues et amis, n'ont été que des calomnies préméditées et calculées pour exciter les troupes à les massacrer, ils regretteront leur aveuglement. Ils pleureront des larmes de sang, le tout en vain. Les républicains auront tous été arrêtés et assassinés, et il ne sera plus temps d'y remédier.

Alors la mémoire reviendra à tous ! On se rappellera que les provocations sont venues de l'Assemblée et de son exécutif. Que c'est Thiers le menteur, Du-faire le féroce, Vinoy l'assassin, et des démentrisés tels que les Paladines, les Clinchard, les Ducrot les Lecomte et autres qui, les premiers, ont attaqué les Parisiens, et la nuit, comme au 2 décembre.

On se demandera si la nomination d'un représentant en fait notre maître, si son devoir de légiférer sur ce qui concerne les intérêts généraux de la Patrie lui donne le droit de s'immiscer dans les détails des nominations des fonctionnaires chargés spécialement des intérêts locaux.

On examinera si la troupe est payée par la nation, pour l'opprimer, la manger et l'assassiner ; et lorsque l'étranger l'envahit, pour fuir lâchement devant lui et se laisser faire prisonnière par centaines de mille à la fois.

Et comme on s'apercevra alors que tout ce que les Versaillistes ont fait n'a été, du commencement à la fin, qu'abus de pouvoir et brigandage, en haine des élections de Paris et en faveur d'une restauration monarchique, la France, retrempe et revenue à elle-même, n'aura que du mépris et du dégoût pour les misérables qui l'auront si lâchement vendue et si indignement égoisée.

Paris est en feu ! Comme les Espagnols à Saragosse, les Parisiens se sacrifient, eux et leur ville, à leur indépendance, et l'on s'en étonne. Que dis-je ! l'on s'en indigne !

Ce qui était héroïsme à Saragosse, est vandalisme

à Paris.  
Ah ! nous le savons, on eut préféré les voir se sauver, se cacher, afin de les appeler lâches !  
Dés les courageux journalistes, mollement assis sur leurs fauteuils rembourrés, les en avaient accusés ; les télégrammes des Versaillistes les avaient faits des assassins et des vauriens.

Eh bien ! non ! Ils en ont menti, bêtement menti les uns et les autres, et ce sont leurs mensonges même qui vont se retourner contre eux et faire qu'on les leur crachera au visage avant six mois !

Les assassins qui ont tué leurs prisonniers, sont les mêmes lâches qui ont ful devant les troupes de Guillaume, et qui, aujourd'hui, appartiennent aux Versaillistes.

Les généraux, les ministres et autres égoïques qui ont commandé ces meurtres, sont ceux qui ont commencé d'abord par détruire, avec leurs canons, les bâtiments publics et privés de Paris.

Ce sont les mêmes que Bismark a prêtés à Thiers pour leur faire assassiner la France plus sagement, plus horriblement que les Prussiens ne l'ont fait.

La colonne Vendôme, la Légion d'Honneur, le Conseil d'Etat, les Tuileries sont détruits, on le dit bien haut ; et les voilà, ces républicains journalistes, qui pleurent et sanglotent. Tout ce qui rappelait l'esclavage des Français a disparu dans la lutte ; et ils ne regrettent que ces monceaux de pierres.

On a osé toucher aux palais de leurs rois !

Quelle horreur ! Quel sacrilège !

Aujourd'hui assez de bave pour en acabler les traités, les sermons, qui ont probablement cru, en les supprimant, s'affranchir des dépenses de leur entretien. Ces pauvres travailleurs, qu'ils déclarent tellement bêtes qu'on n'a qu'à leur lâcher quelques grands mots pour les gagner à sa cause.

Mais on a égaré des enfants, des femmes, des vieillards ; que leur importe ! On a fiabilité tous ceux qu'on a pris les armes à la main, au point que le sang coule dans les rues comme l'eau un jour de pluie, et cela, parce qu'ils ont défendu leurs libertés municipales ! Point de pitié pour eux ! Mort aux rois !

Et les champions de la force déclarent sans honte que c'est dans " la chaleur du combat, " dans " l'ébranlement de la lutte ! " O misère !

Allons, puisque vous avez commencé à insulter et à calomnier, soyez logiques jusqu'au bout. Osez regretter que le palais de la Légion d'Honneur ne soit plus debout pour aller y faire décorer tous les assassins du peuple de Paris. — Pouah ! ..

Maintenant, si vous n'avez pas perdu toute vergogne et qu'il vous reste un instant pour vous rappeler votre passé, vous tous qui croyez Thiers républicain, ouvrez le *Livre des Oubliés*, par Timon, édité par Fagnere en 1844, à la page 489 de la 14ème édition, vous lirez ceci :

" Thiers, né pauvre, il lui fallait de la fortune. Né obscur, il lui fallait un nom. Avocat manqué, il se fit littérateur, et il se jeta à corps perdu dans le parti libéral, plutôt par nécessité que par goût. Alors il se mit à adouber Danton et les hommes de la Montagne, et il poussa jusqu'à l'exaltation le fanatisme calculé de ses hyperboles. Dévoré de besoins, comblé les gens à imagination vive, il fut les commencement de son absence à M. Lafitte, et sa réputation à son propre talent. Cependant, sans la révolution de 1830, M. Thiers ne serait peut-être aujourd'hui ni électeur, ni éligible, ni député, ni ministre, ni même académicien ; il aurait vieilli dans l'estime littéraire de quelque auteur.

" Depuis, M. Thiers a changé de rôle ; il s'est fait auteur, fauteur et panégyriste de dynasties, souteneur de privilèges, donneur et exécuteur d'ordres impitoyables ; il a irrémédiablement attaché son nom à l'état de siège de Paris, aux mitraillades de Lyon, aux magnifiques exploits de la rue Transnonain, aux déportations du Mont-St-Michel, aux embastillements, aux lois contre les associations, les crieurs publics, les cours d'assises et les journaux ; à tout ce qui a enchaîné la liberté, à tout ce qui a flétri la presse, à tout ce qui a faussé le jury, à tout ce qui a décliné les patriotes, à tout ce qui a dissous les garbes nationales, à tout ce qui a démoralisé la nation, à tout ce qui a traîné dans la boue la généreuse et pure révolution de Juillet.

" Ses amis, Dupont de l'Eure, Carrel, Lafitte, il les a quittés ; ses doctrines libérales, il les a reniées ; il a été pour la dynastie un instrument bon à tout, propre à tout, de ces instruments qui plient et ne rompent jamais, qui se courbent jusqu'à joindre les deux bouts, et qui se redressent comme une flèche, tant ils sont souples ! "

Ceci fut pour vous la vérité pendant vingt ans. Au-

jourd'hui vous l'oubliez, vous le niez ; et cela, parce que des travailleurs intelligents, étrangers à vos coteries se sont trouvés à la tête du mouvement parisien.

Et ces travailleurs, que vous dites tous les jours ne pas connaître, vous les insultez chaque matin, bien que vous soyez incapables d'alléguer contre eux le moindre fait, la moindre accusation précise.

CORRESPONDANCES.

New-York, Mai 1871.

"The cause of the Commune has triumphed, however cruel the reaction it may suffer."  
FREDERIC HARRISON.

La commune a été vaincue !  
Les espérances de quelques journaux de New-York ont été réalisées.

L'armée de Versailles, dirigée par M. Thiers, qui précéda aux fusillades des 5 et 6 Juis 1871, et commandée par des généraux, anciens souteneurs de l'empire de Décembre, est entrée à Paris.

Les calomnies, les lâchetés, les insultes lancées contre la Commune par une presse sournoise ou brutalement mensongère ont en leur effet.

La Commune est donc défaits.  
Soyez heureux, messieurs du journalisme, si l'attention est répétée pour le fait, vous pouvez vous enlever de votre tête, toutes les idées qui ont trait à ce sujet.

Cette commune qui représentait le droit vivant général de toute société libre et forte a succombé.

Elle vous effrayait tant, vous tous usés de l'école politique, engrais naturel d'où sortent les hypocrites envieux, les libéraux sentimentaux et les épiciers égoïstes.

Vous comprendiez qu'il y avait entre elle et vous un abîme, celui de l'exploitation de l'homme par l'homme ; celle-ci détruite, le confortable de votre vie devait disparaître.

Aussi, comme vous reprochiez avec délices, les fureurs épileptiques de vos confrères de Versailles, cette haute prose si digne de fraterniser avec vous. Vous surtout, qui sembliez montrer des sentiments républicains, et qui insultriez dans votre journal :

" La Commune a abolie la propriété, et les femmes pourront librement se livrer à la prostitution. "

C'est un extrait de *La Liberté* direz-vous.  
Que cette infamie parte de vous ou d'un autre, puisque vous la recueillir dans votre journal, c'est que vous en endossez la responsabilité.

N'insultez-vous pas l'autre jour sur celle qui devait incomber aux membres de la Commune, des incendies des Tuileries et du Louvre ?

Et depuis plusieurs jours vos confrères ont répété que ces malheurs avaient été causés par les bombes des Versaillistes.

De ces indignités de langage, de cette falsification des faits, la vérité se dégageait. Vous pouvez applaudir à l'assassinat des communiens par une soldatesque excitée par la calomnie, ivre d'alcool ; un jour prochain vous verrez la Commune reprendre des forces soutaines. Son sang que vous voyez couler avec tant de satisfaction, féconde le germe de la société nouvelle.

Il est vrai que ce sang sort des veines des gens les plus barbares, les plus intolérants, les plus despotiques, les plus cupides qui aient existés.

C'est vous qui le dites.  
Naturellement, il ne représente rien de bien précieux.

Paris, tout ce monde là est si obscur. — C'est encore vous qui le dites. —

Eh bien ! messieurs de la presse, ces hommes ont fait plus pour la liberté que vous tous qui vivez à l'ombre d'un drapeau républicain, comme certains animaux mabains au pied de quelque grand chêne des forêts.

Aujourd'hui, quoique vous disiez, quoique vous espérez, tout n'est pas dit.

La meilleure preuve de l'invulnérabilité morale de la Commune, c'est que les arguments sérieux vous ont toujours manqué dans vos attaques contre elle. Vos efforts, pleins de bonne volonté, ont été infructueux.

Rappelez-vous cette phrase imprimée par l'un de vous :

" La décentralisation administrative et l'indépendance de la commune, voilà les principes qui ont été le plus hautement proclamés par le Comité insurrectionnel ; mais ces principes, TRÈS JUSTES quand ils sont subordonnés à celui de la souveraineté nationale, deviennent ABSURDES quand ils sont présentés d'une manière radicale et absolue. "

" Entendus de la sorte, ils sont surtout contraires à toutes les traditions de l'esprit français. "

Sans parler de l'excentricité de ce dernier paragraphe, qui ferait supposer que le rédacteur a oublié l'histoire du règne de Louis le Gros, nous lui demanderons s'il a bien réfléchi à la solidité d'un tel raisonnement, s'il a vu où le conduiraient de si étranges assertions ?

Comment ces principes peuvent-ils être TRÈS JUSTES, c'est-à-dire primordiaux, puis subir une subordination à ce qui n'est pas même une de leurs conséquences ; je veux dire à une assemblée qui n'est point issue de communes indépendantes ?

L'Assemblée de ce jour n'a aucune qualité pour entraver la marche de ces mêmes principes ; elle n'est pas même constituante, elle avait un mandat spécial, impératif, celui de la paix ou de la guerre.

Autre chose.  
Par quel moyen ces mêmes principes peuvent-ils devenir ABSURDES quand ils sont présentés d'une manière radicale et absolue ?

Ne sont-ils pas, de leur essence, d'un caractère radical et absolu, surtout en présence de la centralisation monarchique.

N'est-ce pas un devoir de les dégager de tout vague et de les affirmer dans la forme qui blesse tant l'esprit de ce journal ?

Au milieu des circonstances les plus désastreuses, lors qu'un trouble terrible agite tous les esprits, au milieu d'un cataclysme politique où toutes les doctrines sociales se renouvellent, que l'indécision, l'agitation affaiblissent les meilleurs cerveaux, n'est-ce pas un acte sage et logique en même temps de présenter aux populations effarées, un programme net et précis, qui calme les esprits en donnant un corps à leurs aspirations et qui formule d'une manière irréfutable les droits de l'homme, ceux de la cité et ceux de la nation.

Il y a une autre fantaisie reproduite presque unanimement par la presse de New-York et qui consistait à répéter que la partie la plus bruyante, la plus turbulente de la population de Paris avait été entraînée par quelques hommes audacieux, et que le véritable peuple, effrayé, effrayé, indécis, sans chef énergique et sans point de ralliement, s'était laissé faire la loi par une bande d'excitateurs.

En vérité, c'est une interprétation bien peu sérieuse de la Révolution de 18 mars.

Paris renfermait alors au moins quinze à seize cent mille habitants ; elle venait d'être assiégée pendant cinq mois ; toute sa population mâle avait des armes, des munitions ; des engagements fréquents avec l'ennemi, même des batailles, l'avaient habituée au feu ; son isolement lui avait fait subir les horreurs de la faim ; elle avait supporté admirablement les rigueurs d'un hiver excessif ; elle n'avait pas reculé un instant contre la réclusion où elle était tenue loin de ses frères ; elle avait enfin passé par ces crises qui fortifient l'âme et qui donnent à un homme une énergie surhumaine, et tous, riches et pauvres !

Pouvez-vous donc supposer qu'une telle cité se serait laissé faire la loi par une bande d'excitateurs pendant cinquante jours, si ces hommes n'avaient pas exprimé une idée qui germait dans tous les esprits.

Vous dites que la vraie population n'avait pas de chef énergique ?

Il s'en était présenté ; un général, un ou deux généraux, des représentants. Pourquoi le vrai peuple ne s'est-il pas groupé autour d'eux ?

Vous citez l'absence d'un point de ralliement. L'Assemblée de Bordeaux et plus tard de Versailles n'était-elle pas apte à remplir cet office ?

Que d'irrédérations, que d'erreurs, que de mauvais foi !

Quelques uns d'entre vous messieurs, savent très bien pourquoi la ville de Paris s'est jetée courageusement dans la lutte :

Elle allait là où était le vrai, le juste et le droit. Elle avait vu les décrets offensants avec lesquels les illustrations de l'empire et des monarchies déchues avaient accueilli ses obscurs délégués ; elle savait que des conspirations royalistes et même impérialistes s'organisaient bruyamment contre la République ; elle avait ressenti une indignation profonde aux insultes adressées à Garibaldi, à Hugo et aux autres ; elle avait compris la véritable signification de la présence de M. Thiers à la présidence du conseil.

Elle a résisté et elle a bien fait.

Nous avons été défaits. Bien ; nous enterrerons nos morts et nous les vengerons.

Nous les vengerons en faisant prévaloir plus tard ces principes si étrangement appréciés et qui contiennent la dignité, la moralité et la liberté des peuples. Jouissez maintenant, notre heure viendra bientôt.

Springfield, Illinois, Mai 1871.

La conduite singulière tenue par les journalistes qui prétendent représenter les sentiments avancés des républicains des Etats-Unis, donne lieu à des protestations qui nous arrivent de tous les côtés en nous engageant à transformer notre Bulletin en un journal quotidien.

Nous donnons un extrait d'une de ces lettres datée de Springfield, Illinois.

"C'est avec plaisir que nous avons lu dans le *Messenger*, votre protestation contre les idées émises dans ce journal à l'égard des Parisiens.

Les sentiments exprimés dans votre protestation sont les nôtres et nous les partageons en tout point.

Votre Bulletin ne nous parvient qu'irrégulièrement et à de longs intervalles; comme il exprime nos idées, ne pourriez-vous pas le publier, si ce n'est quotidiennement, au moins hebdomadairement.

Le *Messenger* a cessé de représenter nos principes. Il y avait pourtant bien assez d'un *Courrier* à New-York.

Nous vous promettons notre concours, non-seulement moralement, mais aussi pécuniairement s'il le faut.

Nous comptons ici plusieurs familles abonnées au *Messenger*, et nous croyons le moment propice pour prendre cette initiative, parce que tous les Français s'ont républicains socialistes.

Les écrivains à l'eau de rose qui reprochent aux Parisiens de ne pas s'être battus contre les Prussiens, oublient volontiers de dire que s'ils ne l'ont pas fait, malgré leurs incessantes demandes de faire des sorties en masse, c'est qu'ils en ont été empêchés par les généraux amis des Thiers, Favre, Picard et consorts, qui aiment mieux, maintenant, se battre contre le Peuple.

M. Trochu et ses acolytes ont préféré suivre l'exemple de leur ami Bazaine, en affamant les Parisiens pour les forcer à se rendre.

Ils disent aussi qu'il est faux que la République soit en danger, parce que M. Thiers a promis qu'il la maintiendrait tant qu'il serait au pouvoir; etc., etc."

Depuis quand les institutions d'un pays doivent-elles être mises à la merci de la bonté d'un homme et surtout d'un homme dont le passé compte autant de palliatives que celui de M. Thiers.

Il faut être patient, dit-on, car le progrès vient petit à petit.

Il fallait attendre que la République fut consolidée. Mais n'a-t-on pas attendu en 1849 50 et 51. N'a-t-on pas laissé faire à la réaction tout ce qu'elle a voulu? N'attendaient-on pas patiemment les élections de 1852 pour tout réparer? Et lorsqu'on a vu que, malgré le suffrage restreint des Thiers, Benoît d'Azil, Vitet, Melun et autres Versaillaises, aussi féroces et d'autant bonne foi aujourd'hui qu'alors, quand, disons-nous, malgré ce suffrage restreint, la réaction a prévu que les élections seraient républicaines, a-t-on empêché le coup d'état?

Le coup d'état fait, n'a-t-on pas reproché aux républicains de ne pas s'être révoltés, de ne pas avoir résisté aux lois qui les désarmaient, qui ballonnaient la presse et qui les remplaçaient sous le régime du bon plaisir.

Soyons donc logiques une bonne fois. Lorsque la République fut fondée aux Etats-Unis, est-ce que Washington défendit aux citoyens de nommer leurs maîtres et leurs gouverneurs? Est-ce qu'il provoqua les citoyens, sous prétexte que la République n'était pas consolidée, en venant la nuit chercher par surprise à les désarmer? Est-ce qu'il supprima les journaux qui n'étaient pas de son avis? Est-ce qu'il ferma les réunions où l'on discutait et blâmait sa politique?

Non! — Washington respectait la liberté et il aimait son pays. Il était honnête; tandis que Thiers et ses complices ne sont que des gens sans principes, sans honnêteté, sans conscience; des gens qui n'ont jamais passé aux affaires publiques sans proposer les mesures les plus liberticides, sans provoquer la guerre civile, sans pousser l'armée à égorger leurs concitoyens.

Maintenant qu'eux et les leurs sont repus et gorgés du sang du peuple, abandonnez-les à leur triste triomphe, et espérons qu'avant peu l'opinion publique aura fait justice de pareils bandits.

New Haven, Conn. Mai 1871.

Le sang coule à flots, les Français se sont entretués! Pourquoi?

Parce qu'il a plu à une faction bourgeoise monarchique et cléricale de croire ses privilèges menacés par la proclamation de la République;

Parce que cette faction n'entend pas qu'on lui résiste;

Parce que surtout, dans les circonstances présentes, les Parisiens ont eu l'audace de choisir pour chefs, des socialistes qui veulent arracher l'ouvrier aux étreintes de la féodalité financière, et affranchir le paysan des influences cléricales.

Or, comme le clergé et la bourgeoisie royaliste ne voient dans l'ouvrier et le paysan, les prolétaires, en un mot, que des animaux à tondre, une proie à dévorer, quelconque essaim de les soustraire à leur rapacité, doit être surpris!

Prendre pour chefs des socialistes! quelle audace! Voilà ce qu'il faut empêcher à tout prix. Aussi, accourez tous, souvenez du pape, ex-gardes impériaux, corses de Piétri, en avant, sus aux Parisiens; à mort! tous à mort!

Et vous, vaillants généraux, célébrés par vos lâchetés et votre empressement à livrer à l'ennemi nos places fortes et nos canons, Thiers et ses d'Orléans ont besoin que vous fassiez votre réputation de héros dans le sang français.

Vous n'avez pas su défendre la France, montrez au monde que vous savez l'assassiner, et vous serez dignes d'eux.

Honte aux électeurs qui ont choisi Thiers pour les représenter, l'homme qui a fait le plus de mal à son pays, l'homme qui n'a jamais passé un jour sans faire emprisonner et égorger les plus généreux de ses concitoyens; et surtout s'il ne devait rien manquer à cette infamie, des écrivains, prétendus républicains, se reposaient de ce que les vaincus de Guillaume lavent leur honte et leur couardise dans le sang des Parisiens.

Nous, que l'Orléan sépare du théâtre de la lutte, quelle anguille est la nôtre à l'heure présente, où le sang des victimes fume encore sous l'épée des assassins de décembre.

Ne pouvant rien pour eux, si ce n'est la marque de notre sympathie et notre détestante protestation contre ces écrivains immoraux, ces journalistes tarés, ces repus de justice non politique, qui ne savent qu'ajouter la calomnie à la mauvaise foi.

Mais patience, la vérité lèvera sous peu, et leur châtiement moral sera exemplaire.

Qui osera reprocher à nos frères d'avoir mal choisi l'heure de la lutte!

L'attaque est venue de la réaction, ils devaient y répondre. Le danger de la résistance est toujours moindre que celui de la soumission.

Ne désespérons de rien, bien que la lutte n'ait pas en France qu'elle méritait, la cause n'en est pas moins gagnée.

Les hommes sont tombés, les gardes nationales sont détruites, mais les principes survivent, l'idée reste, le droit est immortel et son triomphe n'est qu'ajourné.

Reposons-avec mépris quelconque, après cet échec, nous consolerait la défaillance.

Serrons nos rangs; honorons nos morts, héros et martyrs.

Respectons et glorifions leurs mémoires, et ne cessons pas de proclamer les principes posés par les hommes qui, quoique vaincus, ont été les vrais soldats de la justice et du droit.

Si la bourgeoisie croit qu'en tuant quelques milliers de socialistes, elle supprimera la question économique, elle se montre plus maladroite en cela que ne le serait un médecin qui, pour combattre une épidémie, tuerait tous les malheureux qui en seraient atteints. — Elle n'a pas même l'excuse de celui-ci, qui est d'empêcher la contagion.

Ce qui tuera la bourgeoisie, c'est son organisation égoïste qui la pousse fatigablement aux répressions violentes toutes les fois qu'elle se heurte contre un obstacle à l'assouvissement de ses appétits.

Nous avons reçu du citoyen Bacon de la section de San-Francisco, un poème sur la Solidarité, beaucoup trop volumineux pour être publié en entier dans le Bulletin. Nous en publions quelques vers relatifs à l'éducation.

L'enfant sort innocent des mains de la nature,  
Il naît ange, de Dieu parfait créateur,  
Portant le germe, au cœur, de toutes les vertus.

On dit ce mot suprême: Elever des enfants.  
Eh! N'implique-t-il pas des devoirs transcendants!  
Ils nous réclament tous ces poétiques allés  
Qui conduisent à Dieu nos âmes immortelles.  
Tous ont les mêmes droits, la même mission,  
Donc il leur faut à tous une éducation  
Complète, en tout conforme aux facultés diverses  
De tous et de chacun. — Mais malgré les tendresses  
Des parents les meilleurs; et leur ardent désir;  
C'est une mission qu'ils ne peuvent remplir.  
L'école gratuite et professionnelle  
Est de notre cité l'œuvre spirituelle;  
Tous seront élevés dans des jeux productifs  
Utilisant leurs goûts, leurs principes actifs;  
Développant le corps, l'âme, l'intelligence,  
Et l'amour du travail, l'ardeur pour la science,  
Toutes leurs facultés et leurs vocations,  
Donnant ainsi l'essor aux nobles passions.

La 3ème Section.

La section de Staten-Island, 3ème de New-York, qui avait pour des raisons purement locales suspendu ses travaux, vient de les reprendre régulièrement. Nous avons le plaisir de vous annoncer que le nombre de nos adeptes s'accroît de jour en jour et que, par notre propagande personnelle et aussi la tournée que prennent les événements, notre petite phalange va sans peu devenir importante.

La section à la 21 Mai reconstitué son bureau de la façon suivante:

Président	Bourdin,
Treasorier	Finois,
Secrétaire	Orsier.

Les réunions de la section auront lieu le troisième dimanche de chaque mois à neuf heures du matin, au domicile du citoyen Zang, au coin des rues Water et Wright, près le Park, à Stapleton.

Le secrétaire Orsier.

AVIS.

Une nouvelle Section française de l'Internationale (No 10.) vient de se former à New-York, et tient ses séances deux fois par mois, le 1er mardi à 6 heures du soir et le 3ème dimanche à 9 heures du matin, au No. 650 3ème Avenue, entre la 41e et la 42e rue.

CONVOCACTION.

La Section française, No. 2 de l'Internationale, se réunit les 1er, 3ème, 4ème et 5ème Dimanches de chaque mois, à 9 heures du matin, au numéro 100, Prince street.

REUNIONS.

A New-York

La première section se réunit le second et le quatrième mercredi de chaque mois, à huit heures du soir.

La deuxième section se réunit le premier et le troisième mercredi de chaque mois, à huit heures du soir, 100, Prince street.

La réunion générale des sections se tient le second dimanche de chaque mois, à neuf heures du matin, au 100, Prince street.

Le Comité chargé de la publication du Bulletin, se réunit le premier et le quatrième lundi de chaque mois, à huit heures du soir, dans ses bureaux, 135 Wooster street, où tout ce qui concerne la rédaction et la publication du Bulletin de l'Union Republicaine de Langue Française, doit être adressé.

Imprimerie sociale, 135 Wooster street, N. Y.